UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

CONSULTATION EFFECTUÉE AUPRÈS DES MEMBRES CORPORATIFS DU CPQ

Janvier 2005

CPQ
Janvier 2005

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
1er trimestre 2005

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS ([1])

PRÉSENTATION

1.1 Le Conseil du patronat du Québec présente ci-après sa cinquante-quatrième consultation semestrielle sur « une évaluation du climat socio-économique au Québec ».

Les résultats de cette consultation découlent de l'analyse d'un questionnaire bilingue adressé le 19 novembre 2004 aux entreprises membres du CPQ. On leur demandait notamment dans ce questionnaire d'évaluer sommairement le climat socio-économique québécois de l'année 2004 (du 1er janvier au 31 décembre 2004) et d'exprimer leurs prospectives pour l'année 2005.

Ce questionnaire a été adressé, sous pli personnel, aux 288 présidents, vice-présidents ou directeurs exécutifs des entreprises membres du CPQ. Quatre-vingt-douze (92) de ces questionnaires dûment remplis ont été retournés dans les délais fixés.

1.2 Ce sont les résultats de ce questionnaire que l'on retrouve ci-après, regroupés dans quatre sections :

a) les points saillants;
b) l'évaluation du climat socio-économique québécois actuel et de l'année à venir;
c) les facteurs critiques d'opération pour les entreprises;
d) l'action gouvernementale souhaitée.

([1]) Janvier 2005

1.3 Le CPQ est conscient qu'il ne s'agit pas ici d'un sondage répondant à tous les critères de la recherche scientifique. Il lui apparaît cependant qu'il s'agit d'une consultation propre à indiquer comment un échantillonnage représentatif des chefs d'entreprise québécois (les entreprises membres du CPQ) a vu le climat socio-économique du Québec en 2004 et le voyait pour l'année 2005, quitte à ce que tous ceux qui peuvent être intéressés par de tels résultats en tirent les conclusions ou les programmes d'action qu'ils jugeront à propos.

1.4 Signalons que le questionnaire original a été révisé régulièrement pour tenir compte notamment de l'évolution de bon nombre de dossiers politiques, économiques ou sociaux depuis que le CPQ a entrepris ses consultations en 1976.

Le questionnaire original avait été réalisé par la firme Sécor, en collaboration avec le secrétariat du CPQ.

* * * * * * * * *

A - LES POINTS SAILLANTS

1 - Quatre-vingt-douze (92) membres corporatifs ont répondu au questionnaire du CPQ dans les délais fixés, soit un peu plus d'un sur trois (32 %).

2 - Les quatre-vingt-douze (92) entreprises répondantes comptent au Québec environ 161 000 employés.

3 - L'évaluation de la situation actuelle au Québec est la suivante :

	(1/1/05)	(1/1/04)	(1/1/03)
a) quant aux conditions économiques en général :			
très bonne	14 %	8 %	14 %
bonne	63 %	61 %	57 %
passable	20 %	29 %	28 %
mauvaise	2 %	2 %	1 %
très mauvaise	--	--	--
b) quant aux conditions économiques spécifiques à votre secteur :			
très bonne	22 %	11 %	16 %
bonne	43 %	50 %	47 %
passable	27 %	22 %	25 %
mauvaise	7 %	15 %	9 %
très mauvaise	1 %	2 %	3 %
c) quant au climat des relations du travail au Québec : (pour l'entreprise concernée)			
très bonne	2 %	--	4 %
bonne	37 %	39 %	47 %
passable	51 %	50 %	43 %
mauvaise	9 %	9 %	4 %
très mauvaise	1 %	2 %	2 %
d) quant au contexte politique québécois :			
très bonne	3 %	9 %	5 %
bonne	51 %	62 %	27 %
passable	40 %	23 %	38 %
mauvaise	6 %	5 %	27 %
très mauvaise	--	1 %	3 %

	(1/1/05)	(1/1/04)	(1/1/03)
e) quant au contexte politique canadien :			
très bonne	1 %	14 %	1 %
bonne	47 %	69 %	38 %
passable	48 %	15 %	41 %
mauvaise	4 %	1 %	15 %
très mauvaise	--	1 %	5 %

4 - Les cinq facteurs suivants sont considérés les plus critiques quant à l'influence négative qu'ils ont sur l'activité économique actuelle au Québec :

1) Le taux de change (174 points)
2) La facilité de recruter du personnel qualifié (142 points)
3) La productivité (137 points)
4) La qualité du personnel (132 points)
5) Le coût de la main-d'œuvre (103 points)

5 - Les trois priorités d'action du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial au cours de la prochaine année devraient être :

a) Gouvernement fédéral :

1)Contrôle des dépenses publiques (230 points)
2)Réduction de la dette (145 points)
3)Réduction des impôts des particuliers (111 points)

b) Gouvernement provincial :

1) Contrôle des dépenses publiques (222 points)
2)Réduction de la dette (135 points)
3)Réduction des impôts des particuliers (121 points)

* * * * * * * * *

B - LA SITUATION QUÉBÉCOISE

(Évaluation de la situation actuelle et de l'année à venir)

L'objectif de cette section sur la situation au Québec est double : 1) connaître l'évaluation des entreprises de la situation actuelle au Québec, dans les domaines économique, social et politique; 2) établir une perception de l'évolution du climat pour l'entreprise au Québec, au cours de la prochaine année, dans les mêmes domaines.

Les réponses obtenues sont reproduites dans le tableau qui suit. Les cases indiquent la distribution des répondants et on y a accolé le pourcentage que représente ce nombre par rapport à l'ensemble des répondants pour chaque question.

VOTRE ÉVALUATION DE LA SITUATION AU QUÉBEC

1. Comment percevez-vous pour votre entreprise

	Très Bon		Bon		Passable		Mauvais		Très mauvais	
a) Les conditions économiques en général	13	14 %	58	63 %	18	20 %	2	2 %	--	--
b) Les conditions économiques spécifiques à votre secteur	20	22 %	40	43 %	25	27 %	6	7 %	1	1 %
c) Le climat des relations du travail au Québec	2	2 %	34	37 %	47	51 %	9	9 %	1	1 %
d) Le contexte politiq québécois	3	3 %	47	51 %	37	40 %	5	6 %	--	--
e) Le contexte politique canadie	1	1 %	43	47 %	44	48 %	4	4 %	--	--

C - LES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES

L'objectif de cette section est de connaître les principaux facteurs qui peuvent exercer une influence considérable sur l'activité économique au Québec, par leurs conséquences sur les entreprises.

Les répondants étaient invités : 1) à choisir, parmi les 17 facteurs énumérés, les cinq qui leur paraissent les plus critiques; 2) à numéroter ces cinq facteurs choisis par ordre d'importance de 1 à 5; 3) à ajouter tout autre facteur affectant particulièrement leur entreprise.

Les réponses à cette question apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 4 points pour un deuxième choix, 3 points pour un troisième choix, 2 points pour un quatrième choix et 1 point pour un cinquième choix.

Liste des facteurs par ordre d'importance

(1/1/05)		(1/1/04)	
1)	Le taux de change (174 points)	1)	182 points
2)	La facilité de recruter du personnel qualifié (142 points)	3)	175 points
3)	La productivité (137 points)	2)	176 points
4)	La qualité du personnel (132 points)	5)	141 points
5)	Le coût de la main-d'œuvre (103 points)	4)	166 points
6)	La concurrence internationale (102 points)	6)	112 points
7)	La fiscalité des entreprises (95 points)	11)	82 points
8)	Les lois du travail (88 points)	9)	89 points
9)	Les taux d'intérêt (79 points)	7)	106 points
10)	Les politiques générales du gouvernement provincial (78 points)	8)	93 points
11)	La fiscalité personnelle (77 points)	10)	85 points
12)	Les politiques générales du gouvernement fédéral (57 points)	12)	60 points
13)	Les accords internationaux de commerce (33 points)	13)	34 points
14)	Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement (26 points)	15)	25 points
15)	Autres[1] (25 points)	16)	16 points
16)	La tarification des services publics (22 points)	14)	28 points
17)	La politique linguistique (14 points)	17)	5 points

Environnement litigieux
Marché immobilier

Réglementations gouvernementales touchant l'industrie de la téléradiodiffusion

D - L'ACTION GOUVERNEMENTALE SOUHAITÉE

L'objectif de cette dernière section est d'établir quelles devraient être, au cours de la prochaine année, les trois priorités d'action du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Les répondants étaient appelés à indiquer, pour chaque palier de gouvernement, trois priorités par ordre d'importance (1 = le plus important).

Les réponses sur ce volet du questionnaire apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 3 points pour un deuxième choix et 1 point pour un troisième choix.

PRIORITÉS D'ACTION

Gouvernement fédéral

(1/1/05)		(1/1/04)	
1)	Contrôle des dépenses publiques (230 points)	1)	162 points
2)	Réduction de la dette (145 points)	2)	120 points
3)	Réduction des impôts des particuliers (111 points)	3)	81 points
4)	Réduction des impôts des sociétés (62 points)	6)	35 points
5)	Les transferts fédéraux aux provinces (58 points)	4)	59 points
6)	L'allégement réglementaire (38 points)	5)	36 points
7)	Aide à l'exportation (36 points)	11)	17 points
8)	Les taux d'intérêt (35 points)	8)	23 points
9)	Programmes de recherche et de développement (29 points)	9)	23 points
10)	Révision des programmes sociaux (23 points)	7)	32 points
11)	Autres[1] (16 points)	12)	4 points
12)	Programmes d'aide à l'investissement (15 points)	10)	19 points

[1] Investissements et réfection des infrastructures
Main-d'œuvre
Tarifs d'importation

Gouvernement provincial

(1/1/05)		(1/1/04)	
1)	Contrôle des dépenses publiques (222 points)	1)	181 points
2)	Réduction de la dette (135 points)	2)	94 points
3)	Réduction des impôts des particuliers (121 points)	3)	72 points
4)	Allégement des lois du travail (83 points)	4)	70 points
5)	Réduction des impôts des sociétés (42 points)	8)	22 points
6)	Allégement réglementaire (40 points)	5)	30 points
7)	Programmes d'aide à l'investissement (39 points)	6)	24 points
8)	Aide aux universités (28 points)	9)	21 points
9)	Aide à l'exportation (25 points)	11)	17 points
10)	Programmes de recherche et de développement (23 points)	7)	22 points
11)	Politique de main-d'œuvre (22 points)	10)	17 points
12)	Autres[1] (20 points)	12)	14 points

[1] Rénovation des infrastructures urbaines
Soins hospitaliers et de santé
Frais de scolarité
Énergie

* * * * * * * * *

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

ÉVOLUTION EN % DES OPINIONS SUR LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES EN GÉNÉRAL, LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, LE CLIMAT DES RELATIONS DE TRAVAIL, LE CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS ET LE CONTEXTE POLITIQUE CANADIEN

depuis juillet 1998

	Évaluation en %	Juillet 1998	Janvier 1999	Juillet 1999	Janvier 2000	Juillet 2000	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003	Janvier 2004	Janvier 2005
Conditions économiques en général	très bonne	13 %	13 %	15 %	28 %	39 %	30 %	4 %	14 %	8 %	14 %
	bonne	68 %	61 %	60 %	59 %	55 %	59 %	37 %	57 %	61 %	63 %
	passable	17 %	25 %	23 %	11 %	4 %	10 %	37 %	28 %	29 %	20 %
	mauvaise	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	18 %	1 %	2 %	2 %
	très mauvaise	--	--	--	--	--	--	4 %	--	--	--
Conditions économiques spécifiques au secteur du répondant	très bonne	17 %	13 %	10 %	22 %	29 %	22 %	9 %	16 %	11 %	22 %
	bonne	52 %	51 %	59 %	55 %	56 %	53 %	40 %	47 %	50 %	43 %
	passable	24 %	29 %	21 %	16 %	13 %	17 %	29 %	25 %	22 %	27 %
	mauvaise	7 %	6 %	8 %	7 %	2 %	7 %	15 %	9 %	15 %	7 %
	très mauvaise	--	1 %	2 %	--	--	1 %	7 %	3 %	2 %	1 %
Le climat des relations du travail au Québec dans l'entreprise du répondant	très bonne	11 %	8 %	2 %	5 %	12 %	3 %	6 %	4 %	--	2 %
	bonne	51 %	57 %	45 %	55 %	56 %	52 %	48 %	47 %	39 %	37 %
	passable	34 %	27 %	40 %	31 %	26 %	35 %	41 %	43 %	50 %	51 %
	mauvaise	4 %	7 %	11 %	8 %	6 %	10 %	4 %	4 %	9 %	9 %
	très mauvaise	--	1 %	2 %	1 %	--	--	1 %	2 %	2 %	1 %
Le contexte politique québécois	très bonne	--	4 %	--	--	6 %	3 %	3 %	5 %	9 %	3 %
	bonne	25 %	38 %	23 %	23 %	34 %	37 %	35 %	27 %	62 %	51 %
	passable	43 %	42 %	49 %	46 %	47 %	49 %	44 %	38 %	23 %	40 %
	mauvaise	26 %	14 %	25 %	26 %	11 %	10 %	16 %	27 %	5 %	6 %
	très mauvaise	6 %	2 %	3 %	5 %	2 %	1 %	2 %	3 %	1 %	--
Le contexte politique canadien	très bonne	7 %	6 %	6 %	4 %	6 %	6 %	8 %	1 %	14 %	1 %
	bonne	53 %	45 %	54 %	47 %	49 %	56 %	65 %	38 %	69 %	47 %
	passable	39 %	43 %	37 %	41 %	36 %	32 %	25 %	41 %	15 %	48 %
	mauvaise	1 %	5 %	2 %	7 %	9 %	6 %	2 %	15 %	1 %	4 %
	très mauvaise	--	1 %	1 %	1 %	--	--	--	5 %	1 %	--

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES QUANT À LEUR RANG depuis le 1er juillet 1998

	1/7/98	1/1/99	1/7/99	1/1/00	1/7/00	1/1/01	1/1/02	1/1/03	1/1/04	1/1/05
1) Les taux d'intérêt	1	3	2	8	1*	4	8	11	7	9
2) Le taux de change	2	1	6	5	6*	7	1	9	1	1
3) La concurrence internationale	10	10	7	10	11	8	11	10	6	6
4) La fiscalité des entreprises	7	7	9	6	7*	9 *	6	5	11	7
5) La fiscalité personnelle	8	4	3	1	4	2 *	3	6*	10	11
6) La tarification des services publics	13	13	12	12	13	13	12	14	14	16
7) Le coût de la main-d'œuvre	5	8	10	7	9	5	4	4	4	5
8) Les lois du travail	9	9	8	11	10	11	10	8	9	8
9) La facilité de recruter du personnel qualifié	11	11	11	2	3	1	7	2	3	2
10) La qualité du personnel	4	5	5	3	2*	3 *	2	1	5	4
11) La productivité	6	2	1	4	5	6	5	3	2	3
12) Les politiques générales du gouvernement provincial	3	6	4	9	8	10 *	9	7*	8	10
13) Les politiques générales du gouvernement fédéral	12	12	13	13	12	12	13	12	12	12
14) Les accords internationaux de commerce	17	16	17	16	16*	15	14	13	13	13
15) La politique linguistique	14	17	16	15	17*	17	17	17	17	17
16) Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement	15	14*	14	14	14	14	15	15	15	14
17) Autres	16	15*	15	17	15	16	16	16	16	15

* *Ex æquo*